

L'immigration au Musée dauphinois

*Jean-Claude DUCLOS **

**Les mémoires immigrées ont
trouvé dans le musée dauphinois
un lieu d'accueil et une
reconnaissance de leurs
fractures, tout en mettant à jour
les conflits qui leurs sont
inhérents.
Faire croiser les mémoires et non
croiser le fer sur elles.**

Au cœur d'une agglomération de près de 500 000 habitants et d'un département, l'Isère, qui en compte un peu plus du double, Grenoble aime à cultiver son image de « capitale des Alpes » et de ville cosmopolite. Sa situation de ville frontière, jusqu'en 1860, mais aussi de halte sur les routes de l'Italie lui valent, tout au long de l'histoire, de voir passer et parfois s'arrêter, quantités de populations d'origines diverses. Elle tire d'ailleurs son nom de Gratianopolis, la ville de Gratien. Car c'est lors de son passage, en l'an 379, que cet empereur romain l'élève au rang de cité.

De Grenoble, ville cosmopolite

Dans la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle, des Italiens, piémontais surtout, viennent travailler à Grenoble dans le bâtiment mais aussi la mégisserie et la ganterie. L'accueil des Grenoblois n'est cependant pas toujours chaleureux ; en 1862, par exemple, des grévistes manifestent violemment contre l'embauche des Piémontais. Dans les années 1930, où la population grenobloise dépasse les 100 000 habitants, près de 20 % sont étrangers. Les Italiens sont nombreux mais viennent maintenant du sud de la péninsule. S'y ajoutent des Grecs, à partir de 1922, des Arméniens, des Suisses, des Polonais, des Portugais, des Espagnols, des Yougoslaves... tous employés par

** Conservateur en chef du patrimoine
Directeur du Musée dauphinois, Grenoble*

une économie en expansion, du fait de la croissance de l'hydroélectricité, notamment, qui fournit l'énergie nécessaire aux industries papetières, électrométallurgiques ou électrochimiques. Née de ces activités, et déjà renommée dès avant la Seconde Guerre mondiale, l'Université de Grenoble attire aussi des étudiants du monde entier. Durant ces mêmes années 1930 - 1940, arrivent également les premiers Algériens. Ces différentes communautés vont d'abord se répartir par quartiers, les Italiens, chez qui dominent les Coratins², habitent, au cœur de la ville ancienne, les rues Saint-Laurent et Très-Cloître. Les Espagnols préfèrent la rue de la Mutualité, tandis que les Grecs et les Arméniens se rassemblent plus volontiers dans les communes voisines de Saint-Martin-d'Hères (quartier de la Croix-Rouge), mais aussi de Fontaine. Ces répartitions ne dureront qu'un temps car le désir de réussir socialement et de s'intégrer est si fort que dès que les moyens le permettront, ces familles d'immigrés quitteront le quartier où elles se sont installées pour se disperser dans l'agglomération. Dans les années 1950 et 1960, des travailleurs algériens arrivent, nombreux, employés surtout aux travaux pénibles et peu valorisants. A l'indépendance de l'Algérie, en 1962, ce sont 8 000 Pieds Noirs qui viennent vivre à Grenoble et 35 000, en Isère.

Ces populations d'origines diverses vont évidemment prendre une part importante à l'expansion économique de la région et contribuer à son équilibre démographique. La grande diversité des origines de ses habitants fait alors dire de ce cette ville qu'elle est « l'une des plus cosmopolites de France »³. Cette histoire prédisposait sans doute la cité à l'accueil et la tolérance. En effet, pas de ghetto à Grenoble et pas de luttes intercommunautaires comme on en observe, hélas, dans nombre de métropoles d'aujourd'hui. Jamais vraiment d'ostracisme, mais l'existence d'une aptitude assez bien

partagée pour la curiosité et le souci de l'autre, pour le dialogue et, somme toute, le goût d'un cosmopolitisme positif, perçu par une majorité de la population comme une source d'enrichissement mutuel et de bonheur de vivre. Ne vantons pas pour autant le caractère exemplaire ou la supériorité d'un quelconque modèle grenoblois du vivre ensemble ou de l'intégration. Non, ici aussi, le racisme et la xénophobie s'expriment.

Mais revenons cent ans en arrière, tandis qu'un Grenoblois, venu d'ailleurs comme beaucoup, Hippolyte Müller⁴, convainc le conseil municipal de créer un musée pour, dit-il, « relier les premiers occupants d'un pays à ceux qui l'habitent encore » ; un musée régional dont il veut doter la ville, à l'image de celui que vient de créer à Arles, autour de l'identité provençale, le poète Frédéric Mistral⁵. Il sera différent cependant, non seulement parce que Müller ne dispose pas comme Mistral de l'argent d'un prix Nobel de littérature mais parce que sa démarche est d'abord scientifique. Ouvert en 1906 dans une partie des locaux désaffectés d'un couvent (Sainte-Marie d'en-Bas), ce musée ne va pas cesser de s'emplir. Disant peu avant sa mort, en 1933 : « *C'est la somme de l'histoire d'une région par l'objet* », Müller a déjà demandé à la municipalité des locaux plus spacieux, mais sans résultat. Elle ne les trouvera que trente-cinq ans plus tard, en faisant restaurer, à la faveur des Jeux olympiques d'hiver de février 1968, un autre et beaucoup plus vaste ancien couvent, celui de Sainte-Marie d'en-Haut. De la définition : *la somme de l'histoire d'une région par l'objet*, nous retiendrons trois mots : l'histoire, la région, l'objet, et, notant que c'est aux habitants de la région que Müller a toujours eu le souci de s'adresser, nous y associerons un quatrième terme : la population.

En 1968, quand une équipe de profession-

nels investit les quelques 5 000 m² du nouveau Musée dauphinois, un concept de musée, est à la veille d'apparaître en France. Il s'agit, dans le bouillonnement social que l'on connaît alors, de rappeler que les musées avaient eu majoritairement tendance à devenir des lieux élitaires, éloignés des réalités de leur environnement, bref des institutions à réformer. Pour cela et pour tenir compte aussi de la préoccupation de l'environnement qui devient forte et entraîne la création des parcs naturels régionaux, est forgé le mot d'écomusée. Même si le Musée dauphinois ne peut être comparé aux écomusées qui se créent alors dans le contexte des parcs, Jean-Pierre Laurent, qui le dirige, à partir de 1971, va en révolutionner la muséographie. Dans le but d'élargir l'audience du musée, il réalise nombre d'expositions temporaires à succès qui vont permettre d'instaurer un véritable dialogue entre la population grenobloise et le Musée. Musée régional de l'homme, comme nous aimons à le qualifier, ou musée de société, le Musée dauphinois dépend de la Ville de Grenoble jusqu'en 1992 et depuis, du département de l'Isère. L'archéologie et l'histoire y sont souvent sollicitées mais l'ethnologie y demeure la discipline de base. A raison de deux à trois nouvelles expositions par an, conçues selon des thématiques soigneusement choisies, il demeure un musée visité et un partenaire social fréquemment sollicité. La démarche de l'équipe qui l'anime aujourd'hui doit beaucoup à l'écomuséologie.

Des mérites de l'écomuséologie et des musées qui se disent, aujourd'hui, de société

Cette application de la muséologie (qui n'est pas sans rapport avec la théorie de l'interprétation dont les avancées, en Amérique du nord⁶, vont inspirer nombre de réflexions en Europe), n'est pas très éloignée de l'appro-

che, des musées communautaires⁷ qui naissent outre-atlantique. On se limitera, ici, à rappeler que c'est autour de cette *muséologie participante* que de fructueuses rencontres se sont multipliées, notamment autour de l'expérience de l'Ecomusée du Creusot. Des Québécois qui, venant s'en inspirer, dès 1974, créeront ensuite, de 1979 à 1984, une demi-douzaine d'écomusées⁸, des Portugais, dès après la Révolution des Oeillets (25 avril 1974) mais aussi des Norvégiens, des Catalans... bref, des collègues de régions du monde où, échappant à la tutelle d'un pouvoir trop fort, l'on recherche les conditions d'une autonomie nouvelle. Les difficultés de cette démarche généreuse, autant que la réputation «d'utopie révolutionnaire» qui lui fut faite n'a pas permis de la poursuivre très longtemps en France. D'autant qu'il fallut faire face aux fluctuations de l'adhésion de la population, aux limites de la définition du territoire, à la fragilité de l'entreprise mais aussi aux problèmes qu'elle rencontre quand, devenant forte, elle entre en concurrence avec le pouvoir en place. D'autres difficultés vinrent aussi de l'insuffisance récurrente des moyens financiers, ou encore, de la dépréciation du mot écomusée, utilisé à tort et à travers.

Ces facteurs et d'autres encore qu'il n'y a pas lieu d'évoquer ici, auraient pu, au moins en France, venir à bout de cette démarche. Cependant, l'écomuséologie – soit, au cours des années 1970 et 80, ces réalisations, ces méthodes, ces expérimentations qui relèvent, toutes, d'une éthique très proche de l'écologie humaniste – garde toujours sa pertinence. Nous n'aurions pas de difficulté à démontrer en effet qu'elle continue de répondre à des préoccupations d'ordre planétaire, liées à la préservation de l'environnement dans l'optique du développement durable, aux progrès de la démocratie et à la volonté que des groupes manifestent de se prendre en charge, dans la continuité de leur histoire et de leur

identité. L'écomuséologie tient compte aussi de la décolonisation⁹, de la reconnaissance équitable des savoirs et de celle de l'*habitant expert*. Peut-on dire que ce sont de telles idées qui inspirent aujourd'hui les musées dits « de société » ? Nous le risquerons sans être sûrs pour autant que tous ceux qui se reconnaissent dans cette nouvelle famille de musées les partagent totalement. Alors qu'entend-on par « musées de société » ? Selon nous, il s'agit, aujourd'hui en France, des musées d'ethnographie qui surent mettre à profit l'héritage écomuséologique. Dépendant pour la plupart de collectivités territoriales, ces musées ont mis leurs potentialités au service d'une mission sociale et donc d'un pouvoir politique local à même de leur donner les moyens de fonctionner et de se développer. L'apport de l'écomuséologie dont ils bénéficient peut se définir en quatre points majeurs :

1. La mise au point d'une muséographie du temps et de l'espace, à propos d'une réalité donnée (un territoire, un mode de vie, une population, une pratique, un groupe, une corporation, une période historique...).

2. La participation de la population à la formulation ou la reformulation des questionnements qui la préoccupent, des données des problèmes à résoudre, et la recherche des événements à créer...

3. La contribution à la réflexion collective sur le développement, en ceci qu'elle peut aider le groupe considéré à comprendre la situation dans laquelle il se trouve et recouvrer courage et dignité pour mieux affronter l'avenir. Plusieurs expériences, des inventaires patrimoniaux conduits avec la population concernée ou des réflexions collectives engagées sur tel ou tel aspect de la vie en société (l'immigration, la religion, la colonisation, l'aménagement rural, la ville, ...) peuvent en témoigner.

4. Le recours à l'interdisciplinarité ou, mieux, à la transdisciplinarité, tant au niveau des échanges entre les chercheurs et la population, qu'à celui de l'expression muséographique qu'elle permet pour rendre compte des systèmes de relation hommes / temps / territoire(s).



Au cours des années 1980, certains ont vu, dans l'exercice de ces principes, l'existence d'une « nouvelle muséologie »¹⁰. Avec un peu de recul et même si la « nouvelle muséologie » compte toujours d'ardents partisans, en Amérique latine et au Portugal, notamment, c'est plus vraisemblablement du progrès d'un secteur de la muséologie qu'il conviendrait de parler et des changements dont il a fallu tenir compte pour que les musées, surtout ceux qui « ne sont pas d'art », demeurent en phase avec la société. Tels sont, quoiqu'il en soit, les principes en vigueur au Musée dauphinois. Voyons comment ils s'appliquent au traitement de l'immigration.

De quelques expériences...

- **1988 – Corato – Grenoble**

En 1988, un jumelage rapproche Grenoble de Corato, une ville du sud de l'Italie qui compterait, dit-on, plus d'habitants à Grenoble qu'au lieu dit. Une invitation officielle a été adressée aux élus de Corato, un quai de la rivière qui traverse la ville, l'Isère, prendra le nom de « voie Corato », des fêtes sont préparées et la Municipalité incite le Musée dauphinois à accompagner cela d'une exposition. Les quatre associations qui regroupent

les Coratins de Grenoble sont alors rencontrés, des recherches en archives sont lancées et des collectes d'objets et de témoignages, tant à Grenoble qu'à Corato, permettent bientôt d'annoncer l'exposition demandée. Qui êtes vous ? Comment viviez-vous avant de quitter Corato ? Pourquoi vivez-vous aujourd'hui à Grenoble ? Depuis quand ? Comment ? Ces questions, nous les avons toujours posées de la même façon par la suite, chaque fois que nous devons présenter au Musée l'histoire singulière d'un groupe d'origine lointaine. La première nous fait découvrir que ces Grenoblois d'origine coratine ont conservé leur dialecte, mieux encore que ceux qui n'ont jamais quitté Corato. Aussi le bilinguisme s'impose d'emblée dans l'exposition ; mieux, les textes sont écrits par un Coratin d'origine et la lecture des premiers mots de l'exposition¹¹ en émeut plus d'un. Nos enquêtes nous apprennent aussi qu'un drame que chacun s'était efforcé d'oublier jusqu'ici était à l'origine du départ de beaucoup, celui de la misère, du dénuement bien sûr, mais surtout d'un cataclysme après lequel nombre des habitants de Corato n'ont plus d'autre espoir que d'aller refaire leur vie ailleurs. L'exposition en rend compte, grâce au témoignage oral et présente aussi la vie des Coratins de Grenoble à travers ce qu'ils préservent de leur identité d'origine, dans l'alimentation, les fêtes et le culte de la famille comme dans ce qu'ils partagent aujourd'hui avec les autres Grenoblois.

- **1993 – Des Grecs de Grenoble**

Plus tard, des Grenoblois d'origine grecque viennent demander d'exposer au Musée les costumes des différentes régions de la Grèce, dans le cadre d'une exposition proposée par le Musée de Nauplie. Les questionnant, nous apprenons qu'une catastrophe est aussi à l'origine de leur départ. Car tel est le nom qu'ils donnent à l'expulsion d'Asie

Mineure dont eux-mêmes ou leurs ascendants furent les victimes. C'est donc par le film de la ville de Smyrne en flammes que commence l'exposition et la présentation de quelques objets évocateurs de leur origine autant que de leur fuite soudaine. Chacun emporta en effet ce qu'il put, une icône, un bijou, une photo, des pièces d'or glissées dans une semelle de chaussure, une machine à coudre, une balance, un titre de propriété... Et tout fut pieusement conservé. Là encore, des histoires de vies fracturées sont racontées aux visiteurs, jusqu'aux destinations, nombreuses, qui font aujourd'hui des Grecs de Grenoble les membres d'une diaspora planétaire. Suivent les métiers de la nouvelle vie – coiffeur, photographe, cordonnier... - celle dans laquelle on ne peut pourtant pas oublier qui l'on est, quelle est sa religion, ses pratiques, ses nourritures. Une vie dans laquelle on s'entoure d'objets pour combler le vide de l'exil, peut-être, et qui ont été réunis, le temps de l'exposition, comme autant de trésors. L'inauguration est un temps fort, celui des prises de parole officielles et de la reconnaissance politique de la place du groupe, au sein de la communauté d'adoption. Aux côtés des Grecs de Grenoble, ce jour-là, des Arméniens sont présents, autant par intérêt pour ces Grecs qui, comme eux, vinrent d'Asie Mineure que pour demander qu'une exposition leur soit bientôt consacrée. Depuis Lyon, le consulat général de Turquie proteste, accusant le Musée dauphinois de vouloir détériorer les relations diplomatiques. Mais le programme prévu suit son cours et nous recevons même de Mélina Mercouri, alors Ministre grec de la Culture, une lettre enflammée.

- **1997 – D'Isère et d'Arménie**

S'agissant des Arméniens, chacun sait maintenant qu'à l'issue d'un génocide qui fit un million et demi de victimes, les rescapés n'eurent d'autre choix que de se disperser à

travers le monde, s'arrêtant là où du travail pouvait leur permettre de s'installer. Pour ceux qui débarquèrent à Marseille, ce fut le cas dans la vallée du Rhône et de l'Isère et jusqu'à Grenoble, où trois associations, entretiennent aujourd'hui ce que ces Arméniens d'origine appellent eux-mêmes, «la double fidélité». Leur religion chrétienne, par leur appartenance à l'église apostolique arménienne et leur langue dont ils aiment à revendiquer l'ancienneté, apparaissent participer des principaux traits de leur identité. Aussi est-ce par elles, que l'exposition commence, aux sonorités chaudes et prégantes du *doudouk*. Suivent les photos de la vie des Arméniens d'Asie Mineure, puis celles du génocide. Le visiteur prend ensuite connaissance de la destination des rescapés. Au fil des témoignages oraux, le parcours de ceux qui arrivent en Isère est décrit jusque dans les usines qui les emploient et dont ils concourent au développement. Puis c'est la vie qui se réorganise, marquée par les traditions, les pratiques alimentaires, bref l'identité qui confère ce qu'il faut de forces pour s'adapter au pays d'accueil en restant fidèle à celui que l'on a quitté même s'il n'existe plus. La commémoration du génocide occupe une place majeure dans la transmission de cette identité, si lourde et si prégante, toutefois, que les jeunes tentent aujourd'hui de s'en distancier. En 1998, tandis que l'Assemblée nationale reconnaît par une loi la réalité du génocide des Arméniens, la communauté grenobloise veut rendre hommage aux députés de l'Isère : c'est au Musée dauphinois que la cérémonie a lieu.

De l'Algérie en particulier

En 1982, dans l'une des expositions restées célèbres au Musée dauphinois, « Le roman des Grenoblois », Jean-Pierre Laurent met en scène les 150 dernières années de l'histoire de la ville à travers quarante quatre

personnages fictifs. Ahmed Kaled, père de famille, heureux de son nouveau logement, rue Très-Cloître, y représente, parmi d'autres, les nouveaux Grenoblois. Notre surprise est grande, alors, de recevoir des lettres anonymes qui, jugeant cette évocation *déplacée* au Musée dauphinois, exigent le retrait du mannequin d'Ahmed Khaled. Les élections municipales approchent ; le maire, Hubert Dubedout remet en jeu son mandat pour la quatrième fois. Quelques adversaires, les mêmes peut-être qui envoyaient, masqués, leur missives au Musée, annoncent que Dubedout est fils d'une mère kabyle¹². Bien que dénuée de tout fondement, la rumeur fait grand bruit, d'autant que le principal intéressé n'y prête aucune attention et refuse même de l'informer publiquement. L'émoi qu'elle provoque montre bien pourtant qu'elle est susceptible d'avoir des effets et que leurs auteurs, peu nombreux soient-ils, savent tirer parti de la xénophobie ambiante. Par la suite, plusieurs expositions du Musée dauphinois font encore référence au monde maghrébin¹³.

Pendant ces différentes expositions, des relations se multiplient entre le Musée et les associations grenobloises en rapport avec le Maghreb. Tant et si bien que lorsque l'une d'elle, ALIF (héritière elle-même de la plus ancienne, l'*Association dauphinoise de solidarité franco nord-africaine*, fondée en 1955) veut inviter à Grenoble Yamina Ben Guigui et projeter son film « *Mémoires d'immigrés – L'héritage maghrébin* », c'est au Musée dauphinois que Chadli Daoud (alors directeur d'ALIF) propose de le faire. Ainsi, un après-midi de novembre 1997, le public est nombreux au Musée, dans la chapelle de Sainte-Marie d'en-Haut, pour assister aux trois heures de projection d'un film qui, d'évidence, marquera l'une des plus grandes étapes du travail de mémoire des Français d'origine maghrébine. L'émotion est grande quand les lumières se rallument et le débat se prolonge

tard. Aussi, sommes-nous plusieurs à vouloir mettre à profit les témoignages et les questionnements suscités par ce film. Nous proposons alors à l'Association ALIF un partenariat comparable à ceux qui nous avaient liés aux Coratins, aux Grecs ou aux Arméniens. L'objectif fait vite consensus au sein du groupe de travail qui, selon notre habitude, inspirée elle-même des premiers écomusées, réunit à part égales des représentants d'associations et des universitaires ; notre objectif est de montrer :

1. Comment, parmi maints endroits de France, des dizaines de milliers de personnes, venues des pays du Maghreb avaient contribué aux grandes réalisations urbaines et industrielles de l'Isère,

2. comment ces travailleurs "célibatairisés", employés à des travaux pénibles et peu valorisants, retrouvent, à partir de 1974, grâce au regroupement familial, les conditions d'une vie plus acceptable,

3. et comment, issues de ces premiers arrivés, une deuxième, puis une troisième génération continuent aujourd'hui de souffrir d'un déficit de reconnaissance, voire d'un racisme persistant, hérité de la période coloniale.

A travers même du propos que nous cherchons à mettre en exposition, réapparaît la trame du film de Yamina Benguigui examinant tout à tour la situation des pères, des mères et des enfants, comme trois étapes décisives d'une seule et même histoire. Yamina nous autorise alors à reprendre le plan de son film. Les premiers témoignages recueillis nous l'apprennent : quitter l'Algérie, le Maroc ou la Tunisie, tant pour nourrir les siens que pour rejoindre un travailleur de mari ou de père, n'a jamais été décidé de gaieté de cœur. Même avec le secret espoir de revenir un jour, il

fallait partir, sans autre alternative, *pour que la vie continue*. Ainsi surgit le titre de l'exposition : « *Pour que la vie continue – D'Isère et du Maghreb* ». Nous constatons aussi que la mémoire des Grenoblois originaires du Maghreb est très différente de celle des autres immigrés. Le fait plus ou moins acquis dans les consciences que l'Algérie, le Maroc et la Tunisie appartenrent à l'Empire colonial français (avec bien sûr une grande différence pour l'Algérie), l'usage commun de la langue française, la proximité géographique de ces pays méditerranéens, toutes ces raisons rendent cette mémoire singulière et peu encline encore à s'épancher. Certes, le film de Yamina Ben Guigui a commencé à délier les langues mais du temps est encore nécessaire pour qu'un travail de mémoire réellement collectif s'accomplisse.

Ce qui nous étonne, aussi, dans l'exploration que nous entamons alors, c'est la non pertinence de l'objet matériel, base pourtant du langage muséal. A la différence des groupes avec lesquels nous avons déjà travaillé, les Coratins, les Grecs, les Arméniens, qui s'en remettent volontiers à l'objet porteur de mémoire, souvent sacralisé et pieusement conservé, nous n'en trouvons pas de tels, chez les Maghrébins d'origine. D'où cela vient-il ? D'une culture et d'une religion qui n'attribue pas de rôle important à l'objet ? De l'état de sous-développement dans lequel ces populations ont été maintenues par le régime colonial, avant de quitter le sol natal ? Du projet de retourner dès que possible de l'autre côté de la Méditerranée et de ne pas s'encombrer inutilement ?

Quoiqu'il en soit, c'est d'abord à la parole, avec un recours fréquent à la métaphore, qu'est conféré, chez les Maghrébins d'origine que nous rencontrons, le rôle de conserver et de transmettre la mémoire de la parenté et du lieu de naissance. Des phrases imagées et pleines

de bon sens, telle celle de Yamina Ghoul : *“ Moi, je dis la maison elle a cinq portes ; quand tu fermes une porte, il y en quatre qui s’ouvrent. La femme, elle est là pour surveiller ces portes ”*, nous renforcent dans l’idée de donner au témoignage, une place majeure dans l’exposition. La matière allait en être constituée par ceux que nous collectons alors mais aussi par les textes que fournissent les ateliers d’écriture, organisés par ALIF avec l’aide précieuse de Marie-Sylvie Poli, dialectologue à l’Université Stendhal de Grenoble.

Au fil des réunions, des visites du Musée dauphinois par les jeunes qui se sont associés aux ateliers d’écriture et découvrent le Musée, des repas savoureux de Khouira, dans les locaux d’ALIF, des travaux de Vincent Costarella, le photographe à qui nous avons demandé d’observer la présence maghrébine dans la ville, nous avons le sentiment qu’une mémoire, souvent douloureuse, commence à se libérer en même temps qu’une sensation nouvelle se manifeste : la fierté d’être ce que l’on est et de venir d’où l’on vient. Nous avons notamment le sentiment de vivre un moment particulièrement grave, tandis que pour la première fois sans doute, les résistants grenoblois du FLN¹⁴ racontent leurs combats, leurs tortures et leurs désillusions. Parmi ces émouvantes rencontres, doivent être aussi rappelées celle des religieux qui nous laissent libres d’évoquer l’Islam à notre gré, pourvu que nous le fassions avec respect, des femmes et de la grande générosité avec laquelle elles nous accueillent et des jeunes, aussi, que nous tentons de rencontrer dans quelques cités de l’agglomération et à qui notre quête doit sembler bien futile, même s’ils nous écoutent poliment. Peu de préparations d’expositions



sont aussi riches de rencontres émouvantes et de moments forts ; mais nous ne sommes pas encore au bout de nos surprises.

Pour tirer parti de l’abondance des textes collectés, l’exposition prend la forme d’un itinéraire dans l’image, l’écrit et le son. D’octobre 1999 à janvier 2001, 60 000 personnes la visitent. Durant les six premiers mois, elle est précédée par une exposition de portes de greniers berbères, précieux patrimoine prêté par le Musée de Marrakech, puis par une exposition d’art contemporain, « Racines », composée d’œuvres de plasticiens d’origine musulmane, sélectionnées par le Magasin (Centre national d’art contemporain de Grenoble). Qu’il soit populaire et d’une culture en rapport avec « la vie d’avant », ou con-

temporain, l’art constitue ainsi une entrée en matière, destinée à relativiser les souffrances qui sont exprimées ensuite et à valoriser l’identité d’origine. Les phrases qui accueillent les visiteurs, dans la partie qui suit, correspondent logiquement aux premières questions que nous avons posées : *« Pourquoi êtes-vous là ? »*. Nos informateurs avaient répondu : *« Tout ça, ça a commencé parce qu’on a été colonisés »* ou encore : *« La France est restée 132 ans en Algérie et pendant 132 ans, les Algériens attendaient le soleil »*. Bref, tous en sont convaincus : si la France avait donné aux autochtones d’Algérie les mêmes droits que les Français, ils y seraient encore.

Fidèles, ainsi que nous l’avons fait dans les autres expositions relatives à l’immigration, à la volonté de laisser s’exprimer la mémoire, chaque fois qu’elle ne contredit pas l’histoire, nous avons reproduit ces paroles et d’autres, voisines, sur les cymaises de l’expo-

sition. Ainsi, les visiteurs savent-ils quelles raisons les Grenoblois d'origine algérienne donnent à leur existence en Isère. Mais ces phrases suscitent vite de vives réactions. Des responsables d'associations de Pieds Noirs demandent aux élus du Conseil général de les faire immédiatement retirer. Par ailleurs, nous entamons, avec l'association ALIF, le programme des conférences programmées autour de l'exposition. Pour la première, où nous souhaitons évoquer les relations entre colonisation et immigration, nous invitons l'historien Mohammed Harbi.

Tandis qu'il entame son exposé, dans la même chapelle où, deux ans avant, nous avions projeté le film de Yamina Benguigui, un commando d'une vingtaine de personnes, armé de manche de pioche, fait soudainement irruption aux cris de : « FLN – Assassins » et « immigration – invasion »¹⁵. Après avoir vociféré une dizaine de minutes et jeté des chaises et des boules puantes sur l'assistance, le commando disparaît. Quelques personnes, visiblement choquées, s'en vont mais d'autres tiennent à rester. Elles sont conduites dans la salle de réunion du Musée, où Mohammed Harbi accepte très aimablement de reprendre le fil de sa conférence et se de livrer, ensuite, au débat habituel. Des représentants d'une association de Harkis l'interrogent sans ménagement sur les dizaines de milliers d'entre eux, assassinés par le FLN. Reconnaisant la gravité des faits, Mohammed Harbi leur répond qu'il faut que les historiens fassent toute la lumière et que les crimes soient reconnus, ajoutant même qu'il souhaite vivement lui-même que les conditions d'une réconciliation soient réunies au plus tôt et que les Harkis et leurs enfants puissent aller librement en Algérie.

Il y aurait là beaucoup à dire tant sur l'agression de ce commando d'extrême droite qui ne pouvait visiblement supporter que le

Musée dauphinois fût place aux colonisés d'hier, devenus immigrés et français, que sur les revendications des Harkis et des Pieds Noirs. Dans l'immédiat, cependant, l'exposition demeure fréquentée. Des visites commentées s'y multiplient durant l'année 2000, souvent animées par des membres d'ALIF ; un public nouveau y découvre aussi le Musée. Un homme, que l'équipe d'accueil du Musée accueille presque comme l'un des siens, tant il vient souvent cheminer à pas lents dans l'exposition, nous confie qu'il s'y rend « comme à la mosquée ».

A la veille du démontage, une délégation vient nous prier de ne rien détruire de l'exposition : « *C'est notre patrimoine !* ». Des projets sont faits de la remonter, peut-être à Constantine, ville jumelle de Grenoble, où, disent-ils encore, le sort des travailleurs partis en France doit être connu. Pendant ce temps, les responsables des associations de rapatriés qui continuent à protester, sont invités par les élus à nous rencontrer. Les premiers échanges sont vifs, jusqu'à ce qu'il nous soit dit : « *Vous parlez des souffrances des travailleurs immigrés. Et nous ? Croyez-vous que nous sachions pas ce que c'est la souffrance ?* » A quoi nous répondons qu'il faut bien sûr parler de ces souffrances-là et qu'une exposition pourrait peut-être permettre de mieux en comprendre et communiquer les raisons.

C'est ainsi qu'un nouveau groupe de travail est constitué et qu'une exposition est mise chantier pour retracer l'histoire des Dauphinois qui partirent en Algérie au XIX^{ème} siècle et celle des quelque 35 000 Français d'Algérie qui vinrent vivre en Isère en 1962¹⁶. D'abord assez peu chaleureusement accueillie par les associations de rapatriés qui auraient notamment aimé que les réalisations françaises en Algérie occupent beaucoup plus de place, l'exposition est de plus en plus appréciée ensuite. Au point, d'ailleurs que quel-

ques-unes de leurs organisations nationales pensent pouvoir convaincre le Président de l'Institut du Monde arabe de l'accueillir à Paris. Là encore, l'évolution de l'opinion des Pieds Noirs, au cours de l'exposition qui présente leur histoire, l'émotion éprouvée lors de nombreuses visites commentées, les discussions suscitées par la tragédie des Harkis, autour notamment du film de Farid Haroud, « *Le mouchoir de mon père* », les réactions aux conférences qui se succèdent sur la guerre d'Algérie et ses conséquences, tous ces événements mériteraient des évaluations et des analyses dont nous n'avons pas ici la place.

Plus récemment, de février à mai 2005, une exposition sur Germaine Tillion offre à nouveau la possibilité de revenir sur la question algérienne. Le rapprochement de deux étapes majeures de la vie de cette grande ethnologue, lors de sa recherche dans les Aurès, de 1934 à 1940, puis de 1954 à 1962, à l'occasion de la mission qu'elle effectue pour le gouvernement français mais aussi de son combat contre la torture, les attentats, les exécutions, l'analphabétisme et la « clochardisation », suscitent de nombreux échanges. Nous n'en retiendrons que la conférence, donnée dans ce contexte, dans les locaux d'AMAL (l'héritière d'ALIF), par Nelly Forget sur les Centres sociaux d'Algérie. Et plus encore que la conférence, si pleine d'humanité au demeurant, les réactions qu'elle suscite chez cet instituteur pied noir, incorporé d'office dans un bataillon disciplinaire pour avoir été favorable aux Français musulmans, ou encore chez ces femmes qui disent quelle humiliation avaient été la leur d'avoir des parents analphabètes à cause, constatent-elles aujourd'hui, de la colonisation française qui maintint dans l'ignorance la quasi totalité de la population musulmane. Nous constatons une fois encore : les blessures du colonialisme restent à vif.

De quelques constatations, pour conclure

Du résumé qui vient d'être fait des moments où, pendant ces vingt dernières années, l'immigration fut d'une manière ou d'une autre évoquée au Musée dauphinois, nous retiendrons quelques enseignements :

1. Le premier tient à la capacité de l'exposition, surtout lorsqu'elle est elle présentée dans le lieu institutionnel qu'est le musée et qu'elle traite de l'histoire récente, à mettre au jour les conflits de mémoire. Cela présente des risques, nous l'avons vu, mais offre aussi l'avantage de délier les langues, d'inciter à l'expression des points de vue en présence, de les partager et de faire progresser le travail de mémoire et donc celui de l'Histoire.

2. Lié au précédent, le deuxième constat tient à la nécessité d'une reconnaissance aussi complète que possible des souffrances endurées et, s'agissant de l'Algérie par exemple, de celle des travailleurs immigrés mais aussi des exilés que sont les Pieds Noirs, des spoliés et des oubliés que sont les Harkis, ou des victimes toujours marquées par leurs années de guerre que furent nombre de soldats engagés dans ce combat fratricide.

3. Le troisième constat tient aux bienfaits du dialogue qui s'en suit, dès que la parole est libérée et du travail de deuil qu'un tel échange peut favoriser. Durant les collectes préparatoires à l'expositions sur les Grecs de Grenoble, par exemple, nos interlocuteurs ne cessaient de multiplier les projets, de films, de nouvelles expositions, de publications... Quand l'exposition fut terminée, pourtant, aucun de ces projets ne fut réalisé : la mémoire avait été entendue, le besoin d'histoire était satisfait, la page pouvait être tournée.

4. Le constat suivant tient à la nécessité de la reconnaissance de la culture d'origine. Toutes les expositions que nous venons d'évoquer l'ont tenté et celles à venir ne manqueront pas de le faire aussi. Même si le spectre du communautarisme continue d'être dissuasif en France, reconnaissons qu'il semble difficile de faire partager aux populations d'origine immigrée les valeurs et la culture du pays dans lequel elles vivent, désormais, si l'on ne sait pas, dans ce même pays, reconnaître, apprécier et respecter les valeurs et la culture des pays dont elles sont originaires. Toutes les dispositions doivent être prises pour que s'exerce *la double fidélité*, celle que l'on éprouve pour le pays d'accueil autant que celle que l'on conserve pour le pays d'origine.

5. Le cinquième nous conduit enfin à observer que toutes ces mémoires qui, chacune, demandent des réponses appropriées, n'en sont pas au même stade. Certaines nécessitent encore un long chemin pour que les conflits s'apaisent. S'il est encore si nécessaire de reconnaître, pour chaque catégories de victimes, l'étendue des maux endurés, c'est certainement parce que le travail collectif de mémoire et d'histoire qui doit être fait sur la colonisation, notamment, est loin d'être achevé. A Grenoble, où le Musée dauphinois tente à sa façon d'y contribuer, ce travail a commencé. Reconnaissons qu'il ne le ferait sans doute pas, ni s'il n'était porté par des organisations associatives particulièrement actives, ouvertes et vigilantes, celles-là même à qui l'on doit, dans cette ville, d'être assez doué pour l'interculturalité, ni si l'histoire centenaire de ce Musée, profondément marquée depuis les années 1970 par l'écomuséologie, ne l'y avait conduit.

Tel apparaît le rôle social du musée de patrimoine régional, musée de société ou musée régional de l'Homme, dans la prise en compte, au sein du territoire d'exercice, de

tous les patrimoines et de toutes les mémoires, dans l'ambition de les faire se croiser et, peut-être un jour, les unir en un même sentiment d'appartenance. Mais l'immigration n'est pas, loin de là le seul champ d'investigation et de restitution du Musée dauphinois. ■

(1) Ce texte reprend celui de la communication faite au Colloque international organisé par le *Clarke Center* du *Dickinson college* et le Laboratoire FRA.M.ESPA – Diaspora (CNRS) de l'Université de Toulouse-Le Mirail Carlisle (Pennsylvanie), 10 – 12 novembre 2005 : *(Im)migration, mémoire et musée - Comparaison France / Etats-Unis*

(2) Habitants de la ville de Corato, située près de Bari, dans les Pouilles.

(3) Ainsi l'écrivit, en 1970, l'un des plus grands géographes des Alpes, Paul Veyret.

(4) Né à Gap (Hautes-Alpes) en 1865, Hippolyte Müller est d'origine alsacienne.

(5) Il s'agit du *Museon arlaten*, créé à Arles en 1898 par Frédéric Mistral et réaménagé avec l'argent qu'il touche pour son prix Nobel de littérature.

(6) Cf. Freeman Tilden, *Interpreting our heritage*, 1957. Ed. Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1976.

(7) Cf. notamment, *Museums and communities – The politics of public culture*, Edited by Ivan Karp, Christine Mullen Kreamer and Steven D. Lavine – Smithsonian Institution Press Washington and London, 1984.

S'agissant de ces musées communautaires, dits aussi musées de voisinage, l'on s'est longtemps référé à l'*Anacostia Neighborhood Museum* (ANM), créé en 1967, par John Kinard, dans un quartier de Washington à majorité noire. Citons aussi le *Museo del Barrio*, destiné, à New York, à la population portoricaine ou encore la *Casa del Museo* qui s'adresse aux habitants d'un quartier pauvre de la périphérie de Mexico.

(8) René Rivard, *Que les musées s'ouvrent ou vers une nouvelle muséologie. Les écomusées et les musées ouverts*, Québec, octobre 1984, multigraphie 171 P.

(9) Notons que l'Empire colonial français prend historiquement fin en 1962, avec l'indépendance de l'Algérie mais qu'il n'en est pas de même dans nombre d'esprits qui mettront beaucoup plus longtemps à l'admettre.

(10) Jean-Claude Duclos, *Les écomusées et la nouvelle muséologie*, in *Actes des Premières rencontres nationales des écomusées*, 13 & 14 novembre 1986, Agence Régionale d'Ethnologie Rhône-Alpes, Grenoble, pp. 61-69.

(11) « *Jamais je n'aurais pensé rester loin de Corato si longtemps. Voilà pourtant 40 ans que j'en suis parti pour venir en France. Chaque fois que j'y pense, j'ai envie de pleurer* ». Attilio Longo, Grenoble, 26.09.86.

(12) De la Kabylie, région de l'Algérie, située à l'est d'Alger.

(13) C'est le cas de « *Bijoux berbères – Traditions juives et arabes au creuset du monde berbère* », présentée d'octobre 90 à mars 91. Simultanément, d'octobre à décembre 1990, à l'invitation d'un laboratoire pharmaceutique généreux et sur un registre plus élitaire, il est vrai, nous sommes revenus à l'Algérie, à travers l'œuvre photographique d'un psychiatre singulier, Gaëtan Gatiand de Clérambault, passionné jusqu'à l'obsession par le drapé du vêtement des musulmans d'Algérie. De février à avril 1991, l'association « *Les deux rives* » présente son exposition dans le même espace : « *Medinas et ksours, une culture millénaire* ».

(14) Le FLN, Front de libération nationale, est l'organisation armée qui, au cours de la Guerre d'Algérie (1954 – 1962) lutte contre la France pour obtenir l'indépendance de l'Algérie. Il est fréquent d'entendre dire, à Grenoble, que la ville fut un « carrefour » du FLN en France.

(15) C'était le 18 novembre 1999. Arrêtés par la police, cinq des agresseurs ont été condamnés depuis à des amendes et des peines de prison avec sursis.

(16) Il s'agit de l'exposition « *Français d'Isère et d'Algérie* », présentée au Musée dauphinois de mai 2003 (dans le cadre de « l'année de l'Algérie ») à septembre 2004.